REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

Ministère de la Santé Publique

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

Ministry of Public Health

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
EN PROCEDURE D'URGENCE
N°__/AONR/MINSANTE/SG/UCS-FMP/CNLS/CSPM/2026 DU

EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA REALISATION DE L'AUDIT DES COMPTES DU COMITE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA SOUS FINANCEMENT CDC/PEPFAR ANNEE 4 ET 5

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre de la Santé Publique lance un Appel d'Offres National Restreint en procédure d'urgence pour le recrutement d'un cabinet pour l'audit des comptes du Comité National de Lutte contre le SIDA financés par l'Accord de Coopération CDC/PEPFAR dont l'objectif est de se prononcer sur la gestion administrative, comptable et financière des activités mises en œuvre par le CNLS.

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres portent sur la réalisation de l'audit des comptes du Comité National de Lutte contre le SIDA financés par l'Accord de Coopération CDC/PEPFAR. Il s'agit principalement pour le Cabinet retenu d'émettre son opinion sur la gestion administrative et financière du projet financé par CDC/PEPFAR pour la **période de l'année 4 de l'accord de coopération CDC/PEPFAR5 n° NU2GGH002445-04-00 du 24 Septembre 2025, notamment l'année 4 (du 30 Septembre 2025 au 29 Septembre 2026) et l'année 5 (septembre 2026-septembre 2027)**

Pour chaque période à auditer, l'auditeur est chargé de formuler une opinion sur les états financiers sur la base des vérifications menées conformément aux normes internationales d'audit (ISA) éditées par la Fédération Internationale des Comptables (IFAC) ou aux normes internationales des Institutions Supérieures de Contrôle (INTOSAI).

Les autres normes d'audit conformes dans leurs substances aux ISA et aux ISSAI sont également acceptées.

En application de ces normes d'audit, l'auditeur demande une "Lettre d'Affirmation" au CNLS engageant la responsabilité du CNLS de l'établissement des états financiers du CNLS, la tenue d'un système de contrôle interne adéquat ainsi que d'une documentation acceptable de toutes les transactions financières.

3. Allotissement et Tranches

Les prestations objet du présent Appel d'Offres constituent un lot unique, réparties en deux tranches :

- **Tranche ferme (Année 4 : du 30 Septembre 2025 au 29 Septembre 2026) ;**
- **Tranche conditionnelle : (Année 5 : du 30 Septembre 2026 au 29 Septembre 2027).**

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études **préalables est de dix-huit millions six cent cinquante mille huit cent trente-six (18 650 836) FCFA pour les deux tranches, soit neuf millions trois cent vingt-cinq mille quatre cent dix-huit (9 325 418) FCFA pour chaque période à auditer**

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation de l'audit de chaque exercice est réparti comme suit :

- **Tranche ferme : trente (30) jours ;**
- **Tranche conditionnelle : trente (30) jours.**

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte aux cabinets régulièrement inscrits à l'ONECCA ou à toute autre association d'Expert comptables reconnu par l'OHADA pour l'exercice en cours, préqualifiés USAID et suivant la shortlist PEPFAR ci-après :

N°	Nom de la structure	Adresse
1	KPMG AFRIQUE CENTRALE	BP 5563 DOUALA
2	ECA ERNST & Young CAMEROUN	BP 1043 DOULA
3	DELOITTE & TOUCHE AFRIQUE CENTRALE	BP 5393 DOUALA
4	PRICEWAHERHOUSE & COOPER	BP 5689 DOUALA

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres, sont financées par l'Accord de coopération CDC/PEPFAR, ligne ODC06 pour la partie Hors Taxes et le Budget de l'Etat pour les taxes.

8.Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est **celui hors ligne.**

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré, daté et acquitté à la main, établi par un organisme ou une institution financière agréé par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 13 du présent DAO et dont le montant s'élève à **trois cent cinquante mille (350 000) francs FCFA** valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres, **accompagné du récépissé de dépôt de consignation délivré par la CDEC.**

L'absence de la caution de soumission datée, timbrée et acquittée à la main, délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) physique peut être consulté gratuitement par tout cabinet préqualifié par CDC/PEPFAR, aux heures ouvrables **au Service des Marchés Publics du Ministère de la Santé Publique (MINSANTE) sis à l'immeuble de la Santé situé derrière le siège de la Croix-Rouge Camerounaise à Yaoundé, Tél./fax : 222 22 10 21,** dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marchespublics.cm ou http://www.publiccontracts.cm,** sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le DAO peut être retiré aux heures ouvrables **au Service des Marchés Publics du Ministère de la Santé Publique (MINSANTE) sis à l'immeuble de la Santé situé derrière le siège de la Croix-Rouge Camerounaise à Yaoundé, Tél./fax : 222 22 10 21** dès publication du présent avis, contre présentation d'**une quittance de versement d'une somme non remboursable de trente mille (30 000) Francs CFA**, au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12.Remise des offres

Pour la soumission hors ligne, chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir au Secrétariat du Service des Marchés Publics du MINSANTE, sis à l'immeuble de la Santé situé à proximité du siège de la Croix Rouge Camerounaise à Yaoundé Tél./Fax : 222 22 10 21, au plus tard **le _____ à 12 heures** et devra porter la mention :

« APPEL D'OFFRE NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE N°__/AONR/MINSANTE/SG/UCS-FMP/CNLS/CSPM/2026 DU

EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA REALISATION DE L'AUDIT DES COMPTES DU COMITE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA SOUS FINANCEMENT CDC/PEPFAR »

"A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

Une offre financière témoin scellée, à conserver par l'Organisme chargé de la Régulation, devra être transmise dans les mêmes délais.

13. Recevabilité des offres

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, **une caution de soumission d'un montant de trois cent cinquante mille (350 000) F.CFA** établie par une banque de premier ordre et les compagnies d'assurances agréées par le Ministère en charge des finances et dont la liste figure dans la pièce n°13 du DAO, et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres. Cette caution devra être accompagnée du **récépissé de dépôt de consignation délivré par la CDEC.**

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission
- Toute offre non conforme aux prescriptions du DAO ;

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois-(03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission datée, timbrée et acquittée à la main, délivrée par une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Pour le cas de l'Appel d'Offres Restreint (ouverture en 02 temps) : il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu **le ..... à 13 heures** par la Commission Spéciale de Passation des Marchés auprès du Comité National de Lutte contre le SIDA, dans **la salle de réunion du Comité National de Lutte contre le Sida sis à côté de l'Ecole Publique du Camp Bové à Yaoundé.**

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Celle des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de **70 pour 100** des points.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03)

mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Principaux critères d'évaluation

❖ Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

1. de l'absence du cautionnement de soumission timbré, daté et acquitté à la main, accompagné du récépissé de consignation délivré par le CDEC à l'ouverture des plis ;
2. de la non production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
3. des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
4. de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
5. de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
6. de l'absence de l'inscription du Cabinet à l'ONECCA ou à toute autre association d'Expert comptables reconnue par l'OHADA pour l'exercice en cours
7. Cabinet d'audit non agréé par USAID (United States Agency for International Development) ;
8. de la présence des informations financières dans l'offre technique ;
9. de la note technique inférieure à 70 points sur 100.
10. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
11. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

❖ Les critères essentiels :

Les principaux critères d'évaluation des offres techniques sont les suivants :

- Référence et expérience du Cabinet dans les missions similaires : **25 pts**
- Compréhension des TDR, plan de travail et méthodologie proposés: **30 pts**
- Qualification et compétences Experts pour la mission : **40 pts**
- Présentation générale de l'offre : **05pts**

Total : 100 pts

Le Score technique minimum requis pour être éligible à l'ouverture de l'offre financière est de **70 points sur 100**.

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

16. Attribution de la Lettre-Commande

Le consultant sera choisi par la méthode du mieux disant « qualité et coût », basée sur la combinaison de la note technique et de la note financière, conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

La Lettre-Commande sera attribuée à l'offre qualifiée après l'évaluation technico-administrative et financière après combinaison des deux notes au candidat jugé mieux disant.

Il s'agit du soumissionnaire ayant obtenue la note globale (NG) la plus élevée par combinaison de la note technique (NT) et de la note financière (NF) affectées des poids définis ci-dessous :
Coefficient de pondération de la note technique : **0,7**

Coefficient de pondération de la note financière : **0,3**
Formule de calcul de la note globale : NG= (0,7) x NT + (0,3) x NF

17. Durée de validité des offres
Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (*90) jours* à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. *Renseignements complémentaires*
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat du Service des Marchés Publics du MINSANTE, sis à l'immeuble de la Santé situé à proximité du siège de la Croix Rouge Camerounaise à Yaoundé Tél./Fax : 222 2210 21, dès publication du présent avis ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm,.

19.Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 370748,l'ARMP au numéro 222 20 18 03 ou le Ministre de la Santé Publique au numéro : 222 22 10 21

Yaoundé, le

Ampliations :
- MINMAP
- MINSANTE/CAB
- UCS/PMP
- CSPM/CNLS
- ARMP (2ex) (pour publication) ;
- CNLS (pour affichage) ;
- Cellule informatique pour publication dans le site Web MINSANTE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

Ministère de la Santé Publique

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

Ministry of Public Health

RESTRICTED NATIONAL TENDER NOTICE
IN EMERGENCY PROCEDURE
No__/AONR/MINSANTE/SG/UCS-FMP/CNLS/CSPM/2026 OF_____

IN VIEW OF THE RECRUITMENT OF A FIRM TO CARRY OUT THE AUDIT OF THE ACCOUNTS OF THE NATIONAL AIDS COMMITTEE UNDER CDC/PEPFAR FUNDING YEARS 4 AND 5

1. Purpose of the call for Tender

The Minister of Public Health is launching a Restricted National Call for Tenders under an emergency procedure to recruit a firm to audit the accounts of the National AIDS Control Committee (NACC) funded by the CDC/PEPFAR Cooperation Agreement, the objective of which is to decide on their management. administrative, accounting and financial activities implemented by the NACC.

2. Nature of services

The benefits covered by this call for tenders relate to the audit of the accounts of the National Committee for the Fight against AIDS funded by the CDC/PEPFAR Cooperation Agreement. It is mainly for the selected firm to issue its opinion on the administrative and financial management of the project financed by CDC/PEPFAR for the period of year 4 of the CDC/PEPFAR5 cooperation agreement No. NU2GGH002445-04-00 of September 24, 2025, in particular year 4 (from September 30, 2025 to September 29, 2026) and the year 5 (September 2026-September 2027)

For each period to be audited, the auditor is responsible for formulating an opinion on the financial statements based on the audits carried out in accordance with the international auditing standards (ISA) issued by the International Federation of Accountants (IFAC) or to the international standards of Supreme Audit Institutions (INTOSAI).

Other auditing standards that comply in substance with ISAs and ISSAIs are also accepted.

In accordance with these auditing standards, the auditor requests a "Letter of Affirmation" from the CNLS, committing the CNLS to its responsibility for preparing the CNLS's financial statements. the maintenance of an adequate internal control system and acceptable documentation of all financial transactions.

3. Allotments and Slices

The services covered by this call for tenders constitute a single batch divided into two parts:
-Hard Bracket (Year 4: from September 30, 2025 to September 29, 2026);
-Conditional Bracket: (Year 5: from September 30, 2026 to September 29, 2027).

4. Projected cost

The estimated cost of the operation following the completion of the preliminary studies is eighteen million six hundred fifty thousand eight hundred thirty-six (18,650,836) FCFA for the two tranches, that is, nine million three hundred twenty-five thousand four hundred eighteen (9,325,418) FCFA for each period to be audited.

5. Estimated execution time

The maximum execution time planned by the Project Owner for the completion of the audit for each financial year is distributed as follows:

- Hard Bracket (Year 4) : from September 30, 2025, to September 29, 2026): thirty (30) days;
- Conditional Bracket (Year 5) : from September 30, 2026 to September 29, 2027) : thirty (30) days.

This period runs from the date of notification of the service order to begin benefits.

6. Participation and origin

Participation in this call for tenders is restricted to firms regularly registered with ONECCA or any other association of chartered accountants recognized by OHADA for the current fiscal year and approved by USAID (United States Agency for International Development).

These are the firms shortlisted by CDC/PEPFAR below:

N°	Structure Name	Adresses
1	KPMG AFRIQUE CENTRALE	P.O Box 5563 DOUALA
2	ECA ERNST & Young CAMEROUN	P.O Box 1043 DOULA
3	DELOITTE & TOUCHE AFRIQUE CENTRALE	P.O Box 5393 DOUALA
4	PRICEWAHERHOUSE & COOPER	P.O Box 5689 DOUALA

7. Funding

The services covered by this call for tenders are financed by the CDC/PEPFAR Cooperation Agreement, line ODC06 for the Excluding Taxes section and the State Budget for taxes.

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is offline.

9. Bid bond

Each bidder must attach to their administrative documents a stamped, dated and manually paid bid bond, established by a body or a financial institution approved by the Minister responsible for finance to issue bonds in the field of public contracts, listed in Exhibit 13 of this Tender Document and amounting to three hundred fifty thousand (350,000) CFAF francs valid for up to thirty (30) days beyond the initial final date of validity of the bids, accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC.

The absence of a dated, stamped and hand-paid bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in connection with government procurement will lead to the outright rejection of the offer.

A bid bond produced but unrelated to the relevant consultation is considered absent. The bid deposit submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. Consultation of the Tender File

The physical Tender Offer File (DAO) can be consulted free of charge by any firm pre-qualified by CDC/PEPFAR, during working hours at the Public Procurement Department of the Ministry of Public Health (MINSANTE) located in the Health Building located behind the headquarters of Croix-Rouge Camerounaise in Yaoundé, Tel./fax: 222 22 10 21, as soon as this notice is published.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at <marchespublics.cm or <publiccontracts.cm, on the ARMP website (www.armp.cm).

11. Acquisition of the Tender File

The DAO can be collected during working hours at the Public Procurement Service of the Ministry of Public Health (MINSANTE) located at the Health Building behind the headquarters of the Cameroon Red Cross in Yaoundé, Tel./fax: 222 22 10 21 as soon as this notice is published, Against presentation of a payment receipt for a non-refundable sum of thirty thousand (30,000) CFA francs to the Public Treasury.

It is also possible to obtain the electronic version of the DAO by free download at the addresses indicated above. However, submission by physical or electronic means is subject to payment of the purchase fee for the DAO.

12. Submission of tenders

For offline submissions, each offer written in French or English in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies marked as such, must be sent to the Secretariat of the Public Procurement Service of MINSANTE, located at the Health Building near the headquarters of the Cameroonian Red Cross in Yaoundé Tel./Fax: 222 22 10 21, no later than _____ at 12 o'clock and must be marked with the words:

RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS IN EMERGENCY PROCEDURE No_____/AONR/MINSANTE/SG/UCS-FMP/CNLS/CSPM/2026 OF_____

IN VIEW OF THE RECRUITMENT OF A FIRM TO CARRY OUT THE AUDIT OF THE ACCOUNTS OF THE NATIONAL AIDS COMMITTEE UNDER CDC/PEPFAR FUNDING."

"To be opened only during counting down session"

A sealed financial reference offer, to be kept by the Regulatory Body, must be submitted within the same timeframe.

13. Admissibility of tenders

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond in the amount of three hundred and fifty thousand (350,000). The F.CFA issued by a top-ranking bank and the insurance companies approved by the Ministry responsible for finance, listed in document no. 13 of the DAO, is valid for thirty (30) days beyond the final date of validity of the offers. This deposit must be accompanied by the deposit receipt issued by the CDCE.

Shall be inadmissible by the Project Owner:

- the envelopes bearing information on the identity of the tenderers,
- entries that have arrived after the filing deadlines and times.
- submissions without indication of the identity of the Call for Tenders;
- the folds that do not comply with the submission method
- Any offer that does not comply with the requirements of the DAO;

Under penalty of rejection, the required documents in the administrative file must be produced in original or certified true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations for Invitations to Tender. They must be less than three (03) months old or have been drawn up since the date of signature of the tender notice.

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the Tender File will be declared inadmissible. In particular, the absence of the dated, stamped and hand-paid bid bond issued by a financial institution approved by the Minister responsible for finance, or the non-compliance with the models of the documents in the Tender File will result in the outright

rejection of the offer without any recourse.
The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and sealed in a sealed envelope.

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the Tender File will be declared inadmissible. Notably, the absence of a tender guarantee issued by an organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, or non-compliance with the models of the documents in the Tender File, will result in the outright rejection of the offer without any recourse.

A bid bond produced but unrelated to the relevant consultation is considered absent. The bid deposit submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

In the case of the Restricted Call for Tenders (opening in 02 times): it should be noted that, in addition to the required number of copies of the financial offer, the tenderer is required to submit a copy of this financial offer, in a sealed envelope to serve as a witness offer marked as such, and intended for the body responsible for regulating Public Contracts for conservation. Failure to submit this sample offer results in the inadmissibility of the bid for the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the Procurement Commission.

14. Opening of the pleats

The opening of tenders will take place in two stages: first, the opening of administrative and technical tenders, followed by the opening of financial tenders from bidders who have obtained the required minimum technical score.

The opening of administrative documents and technical bids will take place on ..... at 1 p.m. by the Special Procurement Commission attached to the National AIDS Committee, in the meeting room of the National AIDS Committee located next to the Camp Bové Public School in Yaoundé.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a person of their choice duly authorized.

The evaluation of financial bids will take place after the technical analysis has been completed and will concern only those bidders who have obtained a minimum score of 70 per cent of the points.

Under penalty of rejection, the required documents in the administrative file must be produced in original or certified true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations for Invitations to Tender. They must be less than three (03) months from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-conformity of a document from the administrative file when the tenders are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the tender will be rejected.

15. Main evaluation criteria

15.1 Elimination criteria

The elimination criteria set out the minimum conditions to be met in order to be admitted for evaluation according to the essential criteria. Failure to meet these criteria results in rejection

of the bidder's bid.

These include:

1. the absence of the stamped, dated and hand-paid tender bond, accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC at the opening of the envelopes;

2. of the non-production, beyond the 48-hour period after the opening of the envelopes, of an item in the administrative file deemed non-compliant or missing (except for the tender bond);

3. false statements, fraudulent tactics or falsified documents;

4. of the absence of a declaration on the honor of non-abandonment of contracts during the last three years;

5. of the absence of a quantified unit price in the financial offer;

6. of the absence of the Firm's registration with ONECCA or any other association of chartered accountants recognized by OHADA for the current fiscal year

7. Auditing firm not approved by USAID (United States Agency for International Development);

8. the presence of financial information in the technical offer;

9. of the technical score less than 70 points out of 100.

10. of the absence of the dated and signed integrity charter;

11. the absence of the signed and dated declaration of commitment to comply with environmental and social clauses.

15.2 The essential criteria:

The main criteria for evaluating technical bids are

- Reference and experience of the Cabinet in similar missions: **25 pts**
-Understanding of the proposed RDTs, work plan, and methodology: **30 pts**
-Qualification and Expert skills for the assignment: **40 pts**
-General presentation of the offer: **05pts**
Total: **100 pts**

The minimum technical score required to be eligible for the opening of the financial offer is 70 out of 100 points.

The essential criteria and sub-criteria are detailed in the Special Regulations for Invitations to Tender (RPAO).

16. Assignment of the Letter-Command

The consultant will be selected using the best-case "quality and cost" method, based on the combination of the technical note and the financial note, in accordance with the procedures described in this DAO.

The Letter of Order will be assigned to the qualified offer after the technical, administrative, and financial evaluation after combining the two grades to the candidate deemed better.

This refers to the bidder who obtained the highest overall score (NG) by combining the technical note (NT) and the financial note (NF), assigned the weights defined below:
Technical score weighting factor: 0.7

Financial rating weight: 0.3

Formula for calculating the overall score: NG= (0.7) x NT + (0.3) x NF

17. Period of validity of tenders

Bidders remain committed to their offer for ninety (90) days from the deadline set for submission of bids.

18. Additional information

Additional information can be obtained during working hours at the Secretariat of the MINSANTE Public Procurement Service, located in the Health Building near the headquarters of the Cameroonian Red Cross in Yaoundé Tel./Fax: 222 2210 21, as soon as this notice is published or online on the COLEPS platform at <marchespublics.cm or <publiccontracts.cm.

19. Fight against corruption and bad practices

For any denunciation for practices, facts or acts of corruption, please call CONAC at number 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) at the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 370748, the ARMP at number 222 20 18 03 or the Minister of Public Health at number 222 22 10 21

Done in Yaounde, on _____

Copies:

- MINMAP
- MOH
- UCS/PMP
- PS/NACC
- ARMP (Contracts Journal)
- Contracts Service /MOH (for posting)
- Posting